



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
modifiant l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1999 autorisant la société
TRÉVÉ DINDES INDUSTRIE (TDI) à exploiter une installation classée
pour la protection de l'environnement à Trévé

Le préfet des Côtes-d'Armor

- Vu** la directive IED n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;
- Vu** le règlement (CE) CLP n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges ;
- Vu** la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la Commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaire et laitière, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment le livre V titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 modifié relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de Monsieur François GUILLOTOU de KERÉVER, préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 février 2020 aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 3642, 3643 ou 3710 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 ;

- Vu** l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1999, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 août 2017, autorisant la société TRÉVÉ DINDES INDUSTRIE à exploiter lieu-dit « Le Moulin de Saint-Caradec » à Trévé, un établissement spécialisé dans la découpe de volailles et la fabrication de préparations de viandes ;
- Vu** la demande déposée le 5 décembre 2024, complétée les 18 avril 2025 et 6 mai 2025, par la société TDI à Trévé relative à la modification du dispositif de stockage des eaux industrielles prétraitées ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 3 juin 2025 ;
- Vu** l'envoi en recommandé avec accusé de réception des inspecteurs de l'environnement du 10 juin 2025 transmettant le rapport et le projet d'arrêté préfectoral à l'exploitant ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'actualiser les prescriptions applicables au stockage et à la surveillance des rejets aqueux de l'installation ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor,

ARRÊTE

Article 1 - Nature des installations – liste des rubriques de la nomenclature des ICPE

La liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 décembre 1999 est modifiée comme suit :

Rubrique	Désignation des installations telle en fonction des critères de la nomenclature ICPE	Capacité autorisée	Régime
3642-1	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 1. Uniquement de matières premières animales (autre que le lait exclusivement), avec une capacité de production supérieure à 75 t de produits finis par jour	210 t /j en pointe 150 t /j en moyenne 37500 t/an	A
2921-1-b	1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3000 kW	1116 kW	DC

A (autorisation), D (Déclaration), C (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement)

En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

L'établissement fait partie des établissements dits « IED » car il comprend des activités visées par les dispositions prises en application de la transposition de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles (rubriques 3000 de la nomenclature).

Ainsi, en application des articles R. 515-58 et suivants du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale est la suivante :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite IED	Conclusion sur les meilleures techniques disponibles
Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus de matières premières animales.	3642-1	6.4.b.i	Document de référence sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agro-alimentaires et laitières - FDM

Conformément à l'article R. 515-71 du code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dont le contenu est décrit à l'article R. 515-72 dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles susvisées.

Article 2 - Situation de l'établissement

Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1999 sont complétées comme suit pour le périmètre de l'installation classée :

Article 1.2. Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-suivants :

Commune	Lieu-dit	Section	Parcelles
Trévé	Le Moulin de Saint-Caradec	YB	146 - 145

Article 3 - Eaux résiduaires industrielles

Les dispositions de l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1999 sont modifiées et complétées comme suit :

Le rejet d'eaux usées direct ou indirect dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface est interdit.

La société TDI dispose pour le prétraitement et le transfert des effluents industriels :

- d'une fosse de 10 m³ ;
- d'un tamis rotatif (500 micromètres) ;
- d'un dégraisseur ;
- d'un canal de mesure ;
- d'un conteneur de 90 m³.

Toutes les dispositions sont prises pour garantir la fiabilité des dispositifs de prétraitement et de transfert des eaux usées.

Les effluents sont collectés dans une fosse de 10 m³, prétraités et pompés vers un conteneur de 90 m³. Ces effluents sont ensuite transférés pour traitement vers la station de Bodin à Loudéac ou la station de Saint-Caradec ou vers d'autres stations d'épuration en capacité de recevoir ces eaux usées.

Le transfert des eaux usées vers une station autre que celles de Bodin à Loudéac ou du bourg à Saint-Caradec, ne peut se faire qu'après accord de l'inspection et sous réserve de la transmission :

- de documents attestant de la capacité technique de la station à traiter ses effluents ;
- du volume journalier et des caractéristiques des effluents susceptibles d'être acceptés ;
- de l'accord de la collectivité en charge de la station.

L'exploitant de la société TDI doit procéder à l'enregistrement journalier des volumes transférés et leurs destinations. Ce document est joint à la déclaration réalisée sur l'outil GIDAF.

Un arrêté de la collectivité en charge de la ou des stations d'épuration, pris au titre de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique encadre les modalités de rejet. Ce document précise les obligations de la société TDI et les valeurs limites d'émissions des effluents.

Valeurs limites d'émission des effluents industriels avant rejet dans une station d'épuration

L'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites en volume, en concentration et en flux définies ci-dessous :

Paramètres	Code SANDRE	STEP de Bodin à Loudéac		STEP du bourg à Saint-Caradec	
		Concentrations maximales (mg/l)	Flux (kg/j)	Concentrations maximales (mg/l)	Flux (kg/j)
Volume	1098	200 m ³ /jour (5 jours sur 7) *		70 m ³ /semaine	
pH	1302	> 5.5 et < 8.5		> 5.5 et < 8.5	
Température	1301	< 30 °C		< 30 °C	
DCO	1314	1960	392	2600	30
DBO5	1313	890	178	1400	16
MES	1305	1300	260	1400	16
NTK	1319	97	19.4	130	1.5

NGL	1511	97	19.4	130	1.5
PT	1350	15	3	20	0.25
SEH	7464	250	50	350	1.25

* Sur demande écrite auprès de l'exploitant de la STEP, et à titre exceptionnel pour répondre aux situations d'urgence, des dépotages pourront être autorisés en dehors des heures d'ouverture des STEP, les samedis, dimanches ainsi que les jours fériés.

Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. L'exploitant prend toutes les dispositions pour garantir que le prélèvement 24 heures soit représentatif du fonctionnement de l'installation.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)

Article 4 - Fréquences et modalités de l'auto surveillance de la qualité des eaux usées

Les prescriptions de l'article 4.7.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 décembre 1999 sont modifiés par les prescriptions suivantes :

Le programme de surveillance du rejet des eaux usées est réalisé et transmis à l'inspection aux fréquences suivantes :

Paramètres	Code Sandre	Type de suivi	Fréquence de la mesure	Fréquence de transmission
Volume sortie prétraitement (m³)	1098	Prélèvement moyen sur 24 heures	Quotidienne	Mensuelle via GIDAF
Température (°C)	1301		Bi-mensuelle	
pH	1302			
DCO (mg/l et kg/j)	1314			
DBO5 (mg/l et kg/j)	1313			
MES (mg/l et kg/j)	1305			
NTK (mg/l et kg/j)	1319			
NGL (mg/l et kg/j)	1551			
PT (mg/l et kg/j)	1350			
SEH (mg/l et kg/j)	7464			

Article 5 - Gestion pérenne du traitement des eaux usées

L'exploitant doit informer, sans délai, l'inspection des installations classées en cas d'impossibilité de traitement de ces eaux usées pour raison technique et/ou en cas de non-renouvellement de l'autorisation de déversement. Dans cette optique, l'exploitant doit prévoir et être en capacité de mettre en œuvre une solution alternative de traitement de ces eaux ou tout autre dispositif garantissant le respect des intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement.

Article 6 - Autres dispositions

L'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 8 août 2017 est abrogé.

Article 7 - Publicité

Conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Trévé pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Trévé pendant une durée minimum d'un mois ;
- mise en ligne sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 8 - Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 contour de la Motte - 35044 Rennes cedex) :

1° Par les exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage de la décision en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement
- b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : www.telerecours.fr

Conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la décision peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux :

- d'un recours gracieux, adressé à Monsieur le préfet des Côtes-d'Armor - Direction départementale de la protection des populations - service PRE - 9 rue du Sabot - 22440 Ploufragan
- d'un recours hiérarchique adressé à Madame la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche - Direction générale de la prévention des risques - Grande arche de la défense paroi sud - 92055 La Défense cedex.

qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

En application de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre de cette décision, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à Monsieur le préfet des Côtes-d'Armor et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours administratif ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours au préfet et s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Article 9 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté préfectoral, dont une copie est notifiée à la société TDI pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives, de gendarmerie ou de police.

Saint-Brieuc, le **04 JUL. 2025**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Georges SALAÜN

